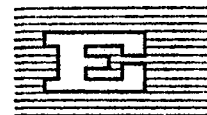


NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1208  
10 mars 1976

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-deuxième session  
Point 13 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,  
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION ET LA  
POLITIQUE D'APARTEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET  
TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 27 février 1976, adressée au Directeur de la Division des  
droits de l'homme par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de  
l'Office des Nations Unies à Genève

Me référant aux accusations formulées par le Représentant permanent du Portugal dans la lettre qu'il a adressée au Directeur de la Division des droits de l'homme concernant la question des 23 militaires portugais détenus dans la partie orientale de Timor (E/CN.4/1203), j'ai l'honneur de définir la position du Gouvernement indonésien en la matière aux fins d'examen par toutes les parties intéressées :

1. Le problème des 23 militaires portugais détenus dans la partie orientale de Timor est une conséquence du conflit armé et de la guerre civile qui ont éclaté à Timor en août 1975. Ce n'est en réalité que l'un des aspects d'un problème beaucoup plus vaste et plus tragique : luttes fratricides et destructions, milliers de réfugiés cherchant asile de l'autre côté de la frontière et maintien d'innombrables personnes en captivité par les diverses parties au conflit, autant de faits qui résultent d'une situation dont le Portugal, en qualité de puissance administrante à l'époque, ne peut nier avoir l'entière responsabilité.
2. Il est donc évident, comme cela a été dit à plusieurs reprises, que le Gouvernement indonésien ne peut être tenu, en quoi que ce soit, pour responsable dans l'affaire susmentionnée, car il n'a eu aucune part dans les faits qui sont à l'origine du problème et n'a pas directement compétence pour remédier à ses conséquences. Dès le début le problème s'est posé - et il continue à se poser - entre le Gouvernement portugais et les parties directement en cause dans le conflit de la partie orientale de Timor. C'est pourquoi, vu la formation du gouvernement provisoire actuel dans la partie orientale de Timor, c'est une situation qu'il appartient au Gouvernement portugais de s'efforcer de régler directement avec les autorités de fait établies à Dili.

3. Néanmoins, mû par des considérations humanitaires et fidèle à l'esprit de l'Accord de Rome conclu entre les Ministres des affaires étrangères de l'Indonésie et du Portugal le 2 novembre 1975, le Gouvernement indonésien a entrepris de mettre tout en oeuvre pour persuader l'UDT de libérer les prisonniers en question.

Après la formation du gouvernement provisoire de la partie orientale de Timor le 17 décembre 1975, le Gouvernement indonésien est resté constamment et reste toujours en contact avec les autorités compétentes de Dili pour essayer de résoudre rapidement le problème. Dans l'intervalle, il a été avisé par le gouvernement provisoire de la partie orientale de Timor que les prisonniers seront autorisés à adresser des messages personnels à leurs familles au Portugal.

Le Gouvernement indonésien rejette donc catégoriquement toute allégation ou insinuation mettant en cause la sincérité des efforts qu'il déploie pour aider au règlement du problème.

4. Il n'est peut-être pas sans intérêt de noter que, tandis que le Gouvernement indonésien, de son côté, continue à prêter sincèrement son concours pour tâcher de régler le cas des 23 prisonniers portugais, le Gouvernement portugais, pour sa part, a toujours refusé d'examiner la moindre requête de l'UDT ou de tout autre parti de la région orientale de Timor demandant une aide pour résoudre le problème de leurs éléments détenus par leur adversaire, c'est-à-dire le FRETILIN, avec lequel le Gouvernement portugais continue d'avoir des contacts étroits. Dans ces conditions, par conséquent, il est difficile de comprendre l'attitude paradoxale du Gouvernement portugais quand il cherche à faire grief au Gouvernement indonésien de ses efforts, tout en donnant la preuve manifeste de son peu d'empressement à coopérer, voire à communiquer directement avec les parties directement en cause pour trouver une solution satisfaisante au problème des prisonniers.
5. Le Gouvernement indonésien voudrait en outre appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur le fait que, sur le plan humanitaire, c'est l'Indonésie qui a donné asile à des dizaines de milliers de réfugiés de la partie orientale de Timor, en leur fournissant des vivres, des vêtements, des logements et des soins médicaux, dès le moment où le conflit armé a éclaté dans la partie orientale de Timor.

Sur ce nombre, 10 000 réfugiés environ sont encore en territoire indonésien de Timor, les autres étant, avec l'aide de l'Indonésie, rentrés dans leurs villages. Il y a lieu de noter que le Portugal, tout en demandant à continuer d'être reconnu comme puissance administrante de la partie orientale de Timor, n'a jamais témoigné le moindre intérêt pour le bien-être de ces réfugiés, ce qui contraste nettement avec la préoccupation qu'il manifeste pour les 23 prisonniers portugais.

6. Il y a peut-être lieu de remarquer aussi que, sur un plan plus vaste, des efforts sont faits actuellement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, plus précisément, par M. Winspeare Guicciardi, son représentant spécial, en vue d'apporter une solution à la question de la partie orientale de Timor. De ce fait, les mobiles qui poussent le Portugal à soumettre à la Commission des droits de l'homme la question des 23 prisonniers, qui n'est en réalité qu'un aspect mineur de l'ensemble du problème de la partie orientale de Timor, ne sauraient qu'être sérieusement sujets à caution, car cette initiative peut seulement compliquer et entraver les efforts que le Secrétaire général déploie, ainsi qu'il est rappelé ci-dessus, pour essayer de trouver une solution globale au problème de la partie orientale de Timor.

Je souhaiterais que le texte de la présente lettre soit distribué en tant que document officiel de la trente-deuxième session de la Commission des droits de l'homme.

(Signé) Ali ALATAS